

**ARRÊTÉ**  
***imposant des prescriptions de mise en sécurité  
et des mesures immédiates prises à titre conservatoire à la Société Swiss Krono  
pour les installations qu'elle exploite à SULLY-SUR-LOIRE***

***La préfète du Loiret  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite***

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 511-1, L. 512-20 ;

**VU** le décret du 13 juillet 2023 nommant Mme Sophie BROCAS préfète de la Région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 décembre 2021 autorisant la poursuite de l'exploitation des installations par la société SWISS KRONO implantée route de Cerdon à SULLY SUR LOIRE (45600) ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 janvier 2023 autorisant la poursuite de l'exploitation des installations, après réexamen IED, par la société SWISS KRONO implantée route de Cerdon à SULLY SUR LOIRE (45600) ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2025 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas HONORE, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

**VU** l'information faite par les services d'incendie et de secours le 9 septembre 2025 de la survenue de l'incendie le 9 septembre 2025 sur le site de SULLY SUR LOIRE exploité par la société SWISS KRONO ;

**VU** les constats de l'inspection des installations classées suite à la visite du site du 9 septembre 2025 ;

**CONSIDÉRANT** qu'un incendie s'est déclaré le 9 septembre dans le séchoir n°1 de la ligne OSB ;

**CONSIDÉRANT** les dégagements de fumées occasionnées pendant plusieurs heures en hauteur à partir du sommet des sècheurs et la nécessité de confirmer le caractère négligeable des retombées sur les sols dans l'environnement du site ;

**CONSIDÉRANT** que plusieurs heures après le début de l'incendie, il restait un feu couvant avec un volume encore important de matières combustibles dans le sécheur n°1 ;

**CONSIDÉRANT** les difficultés de réalimentation de la cuve de 1000 m<sup>3</sup> qui sert à alimenter les poteaux incendie du site liées à l'insuffisance de son débit d'alimentation ;

**CONSIDÉRANT** que le pompage dans l'étang du site est une solution palliative ;

**CONSIDÉRANT** que la maîtrise de l'incendie a nécessité déjà de grandes quantités d'eau, que l'utilisation d'eau est encore nécessaire pour éteindre les derniers points chauds au sein de la matière encore présente dans le sécheur incriminé et que le bassin d'orage fait aussi office bassin de rétention des eaux d'extinction ;

**CONSIDÉRANT** que l'inspection précitée a mis en évidence que les conséquences de l'accident survenu le 9 septembre 2025 sur le site de SULLY SUR LOIRE exploité par la société SWISS KRONO sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'incendie, du fait des caractéristiques et des quantités des produits impliqués, peut avoir été à l'origine d'une dispersion de substances potentiellement polluantes pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les eaux d'extinction de l'incendie ont pu être confinées au sein du site ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient, dès lors, de prescrire à l'exploitant la mise en sécurité du site ;

**CONSIDÉRANT** que le délai de réunion du CODERST pour la présentation préalable de cet arrêté n'est pas compatible avec l'urgence de sécuriser le site et de commencer le travail de recherche des milieux potentiellement contaminés par la pollution éventuelle générée par l'incendie ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient donc de prescrire en urgence la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des mesures de gestion que rendent nécessaire les conséquences de l'incendie du 9 septembre 2025 ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Respect des prescriptions**

La société SWISS KRONO dont le siège est situé route de Cerdon à SULLY SUR LOIRE (45600) est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour l'exploitation des installations situées sur la commune de SULLY SUR LOIRE.

Ces dispositions sont prises sans préjudice des dispositions des arrêtés préfectoraux antérieurs.

### **Article 2 : Mesures conservatoires**

I – L'exploitant est tenu de procéder aux mesures suivantes :

- dans l'heure suivant la notification du présent arrêté : assurer une surveillance, pendant la durée restante de l'intervention jusqu'à l'extinction et la suppression de tout point chaud dans le sécheur, s'assurer de la rétention effective des eaux d'extinction sur le site et prendre toutes dispositions utiles pour la garantir ;

- dans l'heure suivant la notification du présent arrêté : mettre en sécurité les installations incendiées du site : surveillance, mesures spécifiques, interdiction d'accès, etc., signalisées de manière adaptée et information des dangers présents (risques d'effondrements, de chute de matériels, etc.). En particulier, les accès à l'établissement sont surveillés en permanence et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte du site ;

- dans un délai de 48 h à compter la notification du présent arrêté : réaliser des prélèvements conservatoires dans l'environnement sur site de la matrice suivante « végétaux – lichens – mousse » a minima sur les points H1, H2, H3 mentionnés dans le programme de surveillance annuelle des retombées atmosphériques. Les paramètres à analyser sont a minima les suivants :

- Formaldéhyde ;
- HAP
- Métaux
- PCDD/F et homologues

Les listes des substances analysées ou des points de prélèvements peuvent être amendées (retrait, complément, déplacement) sur demande justifiée de l'exploitant s'appuyant sur un avis de la société intervenante pour réaliser les prélèvements, après accord de l'inspection des installations classées.

II – Les justifications liées aux mesures prises pour répondre aux dispositions du présent article, ainsi qu'à leur pertinence et à leur caractère pérenne, sont transmises à l'inspection des installations classées.

### **Article 3 : Remise de la fiche « incident » et du rapport d'accident**

En application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, une fiche « incident » et un rapport d'accident sont transmis par l'exploitant au Préfet et à l'inspection des installations classées, sous 15 jours.

Ils comportent, notamment :

- les circonstances et la chronologie de l'événement ;
- l'analyse des causes et des conséquences de l'accident (effets sur les personnes et l'environnement) ;
- les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme ;
- la fiche « accident » transmis par l'inspection des installations classées dans un délai de 48h à compter de la notification du présent arrêté.

Ils prennent en compte le retour d'expérience des équipes d'intervention internes et externes.

Le rapport d'accident doit être complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations sur le sinistre.

### **Article 4 : Analyse des risques**

L'exploitant doit procéder à une analyse détaillée des risques au niveau des deux séchoirs incluant la propagation du risque incendie notamment entre les 2 sécheurs et en intégrant le retour d'expérience du sinistre survenu le 9 septembre 2025 et des précédents sinistres sur ces sécheurs. Cette analyse sera accompagnée d'un avis d'un organisme tiers compétent reconnu notamment en matière d'analyse des risques des procédés industriels sur la qualité de l'analyse réalisée et les améliorations de sécurité issues de cette analyse.

### **Article 5 : Remise en service**

La remise en service du sécheur n°2 OSB et des installations nécessaires à son fonctionnement est subordonnée à la transmission au préfet d'un rapport préalable au redémarrage permettant d'attester un redémarrage en sécurité de l'installation comprenant :

- le récapitulatif de l'ensemble des contrôles préalables réalisés (en particulier, état de la structure supportant le sécheur, conformité électrique, contrôle de l'absence de points chauds, fonctionnalité de l'ensemble des dispositifs de sécurité et de protection contre l'incendie et l'explosion...) ;
- l'analyse de sécurité et le rappel des mesures de sécurité mises en place sur ce sécheur suite au précédent sinistre ;
- le schéma PID des installations de séchage OSB avec la mention des différents équipements de sécurité ;
- le programme de surveillance de l'installation pendant la période de redémarrage ;
- la disponibilité des ressources en eau et de capacités de rétention disponibles ;
- une première version du rapport d'accident prescrit à l'article 3.

La remise en service du sécheur n°1 OSB et des installations nécessaires à son fonctionnement est subordonnée à la transmission au préfet :

- de l'analyse de sécurité de l'ensemble des 2 sécheurs OSB prescrite à l'article 4 du présent arrêté assortie de l'avis de l'expert reconnu et d'un échéancier de réalisation des mesures d'amélioration de la sécurité qui en résultent ;
- du schéma PID des installations de séchage avec les organes de sécurité mis à jour pour tenir compte des nouvelles mesures d'amélioration de la sécurité ;
- du rapport d'accident prescrit à l'article 3 avec un calendrier de mise en œuvre des mesures correctives qui ressortent de l'analyse du RETEX de l'accident, notamment du point de vue des



dispositions permettant d'améliorer la vidange des sécheurs en cas d'incendie, la disponibilité de la ressource en eau au niveau des poteaux et bornes incendie du site et des modalités de collecte des eaux d'extinction en cas d'incendie permettant d'en réduire les volumes ou la dilution dans les eaux pluviales ;

- d'un rapport préalable au redémarrage permettant d'attester un redémarrage en sécurité de l'installation comprenant :

- le récapitulatif de l'ensemble des contrôles préalables réalisés (en particulier, état de la structure supportant le sécheur, conformité électrique, contrôle de l'absence de points chauds...)
- le programme de surveillance de l'installation pendant la période de redémarrage
- la disponibilité des ressources en eau et de capacités de rétention disponibles.

#### **Article 6 : Gestion des eaux d'extinction**

Les eaux d'extinction contenues dans le canal, le bassin d'orage du site et, le cas échéant, dans l'ancien bassin doivent faire l'objet d'une caractérisation. Les prélèvements pour analyse doivent être réalisés de façon à pouvoir discriminer les différentes qualités d'eaux d'extinction et permettre de définir les filières environnementales et réglementaires les mieux adaptées à chacune d'elles.

Les résultats de cette caractérisation et les filières retenues sont communiquées à l'inspection des installations classées dans un délai de 10 jours à compter de la notification du présent arrêté. L'exploitant doit pouvoir justifier, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, de l'évacuation des eaux d'extinction dans des filières autorisées.

#### **Article 7 : Gestion des déchets liés au sinistre**

L'exploitant transmet au service de l'inspection des installations classées, un programme d'évacuation des déchets présents sur le site et issus de l'incendie dans des filières autorisées (certificat d'acceptation préalable) dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant procède à l'évacuation et à l'élimination dans des filières autorisées de tous les déchets présents sur le site et issus de l'incendie dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. .

#### **Article 8 : Transmission des documents utiles**

L'exploitant transmet au Préfet et au service de l'inspection des installations classées tout document ou information utile justifiant l'accomplissement des mesures prescrites par le présent arrêté.

#### **Article 9 : Sanctions**

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, il sera fait application des mesures prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

#### **Article 10 : Information des tiers**

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Loiret pour une durée minimale de deux mois.

**Article 11 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la préfecture du Loiret, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À ORLÉANS LE **10 SEP. 2025**

**Pour la préfète et par délégation,  
Pour le secrétaire général absent,  
Le secrétaire général adjoint**

**Adrien MEO**

**Voies et délais de recours**

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS CEDEX 1 dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)**

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLÉANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé au Ministre en charge de l'Environnement - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ce recours.

***Diffusion***

- Société Swiss Krono
- Maire de Sully-sur-Loire
- SDIS45
- D.R.E.A.L. Centre-Val de Loire – U.D.45

10 SEP 2012